



PROJET
UNDAF SENEGAL 2012-2016

Janvier 2011

Effets	Indicateurs	Moyen de vérification	hypothèses / Risques	Rôles des Partenaires	Ressources indicatives
	Priorité nationale : Création d'opportunités pour le développement économique du monde rural				
	OMDs : OMD 1, 3, 4, et 5				
	Droits humains :				
Effet 1 Dans les zones d'intervention, les revenus des producteurs (hommes et femmes) sont augmentés Agences SNU Contributives FAO, FIDA, PAM, PNUD, ONUDI PNUE, FENU, UNIFEM, BIT	% augmentation des revenus en moyenne désagrégé genre/par zone	• Enquête dans les zones d'intervention • Enquête ANSD/DPE • Etudes CEPOD/SCA	Risques • Disponibilité de ressources (humaines, matérielles et financières) • Crises économiques et sociales • Changement climatique, Catastrophes naturelles Hypothèses • Environnement des affaires assainies • Document de Politique Sectorielle des PME mis en œuvre	Gouvernement du Sénégal : • Assure la promotion des opportunités de développement local • Consolide ses stratégies en faveur de la promotion du monde rural • Veille à l'adoption de politiques de redistribution plus efficaces par des politiques de croissance pro-pauvres, créatrices de revenus et générateurs d'emploi	
Extrant 1.1 Les capacités des réseaux des acteurs et actrices sont renforcées	Nbre de chaines de valeurs renforcées (riz, mil, produits laitiers et produits horticoles ...)	• Enquête dans les zones d'intervention • Etudes SCA/CEPOD • Enquête PAFA, USAID, DHORT, DIREL, ARM, CSA		Acteurs non étatiques • Participent à l'élaboration, à la mise en œuvre et au suivi des politiques pro-pauvres	
Extrant 1.2 L'offre de service énergétique alternative et renouvelable est améliorée	Taux d'accès des ménages, MPME et PMI à l'énergie alternative et renouvelable	• Enquête dans les zones d'intervention • ASER, ANSD, DPPE, DPME • Rapports de Programmes		Autres partenaires multi et bilatéraux • Fournissent l'assistance technique et programmatique et financière	
Extrant 1.3 Le système de financement est adapté au niveau local	- Taux de croissance du crédit alloué - Qualité des services offerts par les SFD et la CNCAS - Taux de remboursement (H/F) - Taux d'accès au crédit désagrégé par sexe et âge	• Enquête dans les zones d'intervention • Direction de la Réglementation (MEF), SFD, CNCAS, FNPJ, la BRS, la DPEM • Union des CCIAD, FPE, Union des chambres de métiers • Rapports de Programmes			
Extrant 1.4 Les MPE/PME sont augmentées et renforcées	-Taux d'accroissement des MPE/PME -Taux de mortalité des entreprises selon le sexe et l'âge -Taux d'accroissement des chiffres d'Affaires	Enquête dans les zones d'intervention DPME, SCA, APIX, DPPE, BIT, BNSTP, Bureau de Mise en à Niveau, ADEPME, UCCIAD, UCM			

Effets	Indicateurs	Moyen de vérification	hypothèses / Risques	Rôles des Partenaires	Ressources indicatives
Effet 2 La sécurité alimentaire nutritionnelle, environnementale des populations (hommes et femmes) est améliorée Agences SNU Contributives FAO, PAM, FIDA, BIT, UNFPA FAO, UNFPA, UNICEF, OMS	Taux de prévalence de l'insécurité alimentaire -taux de prévalence de l'insuffisance pondérale Base : 17,3% ; Cible :10% -taux de prévalence de la malnutrition aigue Baseline 7,6% ; Cible : ND -taux de prévalence de la malnutrition chronique Base : 16,3% ; Cible ND -proportion de femme ayant un IMC <18,5 Baseline 11,8% ; Cible : ND	Enquêtes -Analyse globale de la vulnérabilité de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (AGVSAN) -Enquête démographique et de santé (EDS), CSE, -Direction Environnement, CEPS/Min Environnement, DPV	Hypothèses • Conformité aux normes environnementales, alimentaires et nutritionnelles • Maîtrise des prix • Prise en compte de l'impact environnemental Risques • Disponibilité de ressources (humaines, matérielles et financières) • Crises économiques et sociales • Changement climatique, Catastrophes naturelles • Non prise en charge des conditions de travail en zone rurale	Gouvernement du Sénégal • Définit et coordonne la mise en œuvre de la politique de sécurité alimentaire et nutritionnelle agricole • Renforce les capacités d'accès des producteurs ruraux aux intrants, aux équipements et aux crédits • Mobilise les financements • Met en œuvre la politique de développement de la nutrition Acteurs non étatiques • Participent à l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi de la politique de diversification agricole • Contribuent à l'effort de formation et de sensibilisation pour la valorisation des potentialités de production pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle Autres partenaires multi et bilatéraux • Apporte un appui technique, programmatique et financière	
Extrant 2.1 Les capacités productives du monde rural (hommes et femmes) sont augmentées	-Volume de Production -Superficie emblavée -Rendement/T à l'ha	Statistiques du Ministère de l'Agriculture (DAPS), Direction Horticulture, CEPOD, SCA, PAM, ANA, DPV, Direction eaux et forêts, DPE, TAPA			
Extrant 2.2 La production agricole est diversifiée	Nombre et type de spéculations par ménage (h /F)	Annuaire des statistiques du Ministère de l'Agriculture (DAPS Direction Horticulture)			
Extrant 2.3 Les banques communautaires des produits agricoles sont étendues et renforcées	Evolution des prix au producteur et au consommateur	Indices des prix (ANSD, CSA, ARM, CEPOD, SCA, TAPA, CNSA)			
Extrant 2.4 Le désenclavement des zones de production est amélioré	Pourcentage de la pop rurale vivant à moins de 2km d'une route praticable en toute saison	Ministère Agriculture PDMAS, MA, ANAT, BM			
Extrant 2.5 La consommation alimentaire des adultes et enfants est adéquate	Score de consommation alimentaire	Enquêtes Système d'Alerte Précoce (SAP /CNSA), AGVSAN, OMS			

Effets	Indicateurs	Moyens de vérifications	Hypothèses / risques	Rôle des partenaires	Ressource
	Priorité nationale : Accélération de l'accès des populations aux droits et services sociaux de base, inclusion sociale et développement durable				
	OMD : 1,2,3,4,6 et 8				
	Droits humains				
Effet 3 : Les enfants, les adolescents, les adultes, particulièrement les plus vulnérables, bénéficient d'une éducation de base et d'une formation de qualité. Agences SNU contributives UNICEF, UNESCO, BIT	- TAP Base : T = 59,6 ; F = 60,4 ; G = 58,7 Cible : T = 90 ; F = 90 ; G = 90	Rapport National annuel sur la situation de l'Education; Rapport Mondial de suivi de l'EPT/rapport ISU; Rapport IDH; Annuaire statistique de l'Union Africaine	- Budget éducation sécurisé malgré contexte de crise - Adhésion des familles aux offres éducatives - Des filets de protection sociale sont en place pour soutenir l'éducation des enfants des familles les plus vulnérables - Apaisement du climat social dans le secteur de l'éducation	Gouvernement du Sénégal - Poursuit l'effort de construction scolaire - Améliore la qualité de l'éducation - Améliore la capacité de gestion et de suivi des programmes - Poursuit son effort de réduction des disparités géographique et du genre	
Extrant 3.1 Les capacités et les conditions d'accueil des structures d'éducation de base sont renforcées	- TBS au CI Base : T = 92,5 ; F = 95,9 ; G = 89,5 Cible : T = 105 ; F = 105 ; G = 104 - TNS Base : T = ND ; Fille : ND ; G = ND Cible : T = ND ; F = ND ; G = ND - Taux d'alphabétisation Base : T = ND ; H = ND ; F = ND Cible : T = ND ; H = ND ; F = ND			Acteurs non étatiques - Participent à l'effort d'éducation du gouvernement - S'impliquent activement dans la vie de l'école Autres partenaires multi et bilatéraux - Apportent un appui technique, programmatique et financier	
Extrant 3.2 L'offre d'éducation de base est diversifiée	- Nbre de structures d'offre d'éducation de base alternative par type ¹ - Nbre d'apprenants par type d'offres d'éducation de base alternative ²				
Extrant 3.3 Les capacités et les conditions d'apprentissage des structures d'éducation de base sont renforcées	- <i>Ratio manuels / élève (petite enfance, primaire, moyen, non formel)</i> - <i>% d'enseignants craie en main qualifiés dans l'éducation de base par sous secteur (petite enfance, primaire, moyen, non formel)</i> - <i>DIPE: EE: EMSG:</i>				

¹ (Cases communautaires, ECB, Daara modernes, EFA, Ateliers d'ateliers d'apprentissage Pilotes)

² idem

Extrant 3.4 Le maintien des enfants en particulier les plus vulnérables est accru dans l'éducation de base	- Taux d'abandon (F/G/par région) - Taux de redoublement (F/G/par région)				
Extrant 3.5 Les programmes d'alphabétisation fonctionnelle et de formation qualifiante sont améliorés et renforcés, élargis particulièrement pour les jeunes et les femmes vulnérables	- Nbre d'apprenants dans les CAF, formation Technique, Daraas modernes, Unités Mobiles de Formation Technique et professionnelle (UMF) - CAF: T= 77968; F=66895; H=11093 - % d'apprenants des CAF ayant acquis les compétences requises (lire, écrire, calcul, AGR) - Nombre d'apprenants bénéficiaires des UMF certifiés				
Effet 4 Dans les zones d'intervention du SNU, les mères et les enfants, particulièrement les plus vulnérables, bénéficient d'un paquet complet d'interventions Agences SNU contributives : OMS, UNICEF, UNFPA, PAM, UNDP, FAO BM	- % d'enfants 0-5 ans présentant une insuffisance pondérale Base Cible : 75% - Proportion de la population ayant accès à un meilleur système d'assainissement urbain/rural Cible : Urbain : 78% ; Rural : 63% - Base: National : 46,1%, (Urbain : 73,7% ; Rural : 24,9%	• Rapport/Revue d'activités des différentes structures partenaires (Gouvernement, Agences SNU, Acteurs non-étatiques) • Enquête CAP/ couverture • EDS/MICS • Annuaire statistique	Risques : • Climat social, instabilité institutionnelle (changement d'orientation), • Détournement des objectifs (ciblage des groupes vulnérables/équité) • Insuffisante mobilisation des ressources par le SNU • Barrières financière à l'accès • Insuffisance de ressources humaines • Insuffisance d'engagement politique	Gouvernement du Sénégal : • Assure le leadership de la planification stratégique, des programmes de renforcement des services sociaux et de développement durable y compris la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation • Coordonne l'ensemble des interventions des partenaires	
Extrant 4.1 Les services sanitaires à tous les niveaux ont les capacités pour formuler, mettre en œuvre, suivre et évaluer les politiques et programmes basés sur l'évidence (données probantes) et les principes de planification	- % des agents clés de santé formés la planification stratégique de la santé axée sur les résultats et sensibles au genre et aux droits humains Base Cible : au moins 50% - % de formations sanitaires ayant produit des rapports d'informations sanitaires de qualité et dans les délais Base : Cible : au moins 70% des formations sanitaires appuyées	• Rapports d'activités du ministère de la Santé et Rapport d'activités des Agences du SNU • Rapports de revues conjointes annuelles • Annuaire statistiques			

Extrant 4.2 Des services de nutrition sont opérationnels dans les zones d'intervention du SNU au bénéfice des femmes et des enfants vulnérables	- % d'enfants de 0-5 ans ayant bénéficié de services de nutrition communautaire Cible : 80% ; Base : ND - % de femmes enceintes et allaitantes ayant bénéficié de services de nutrition communautaire Cible : 80% ; Base : ND	• Rapports du ministère de la santé • Rapport des programmes de nutrition • Rapports d'activité des Agences du SNU • EDS/MICS			
Extrant 4.3 Les mères et les enfants, particulièrement les plus vulnérables, bénéficient d'un paquet complet d'intervention SMNI à tous les niveaux du système de santé	- % des structures de santé offre le paquet complet d'interventions Cible : 75% ; Base : 50% - % couverture PF Cible : ...% ; Base : ...%	• Rapports du ministère de la santé • Annuaire statistique Santé • Cartes sanitaires • Rapports des Agences du SNU • Rapport de revue annuelle conjointe • EDS/MICS			
Extrant 4.4 Les services de prévention, de traitement et de soins en matière de VIH, Palu, TB sont accessibles aux groupes cibles dans les zones SNU	- % de femmes enceintes ayant bénéficié du dépistage du VIH lors des CPN Cible : 80% ; Base : 41% - % de femmes enceintes séropositives ayant bénéficié de prophylaxie ARV Cible : 80% ; Base : 36% - % d'enfants nés de mères séropositives ayant bénéficié d'un diagnostic précoce Cible : 60% ; Baseline : 30% - % de PPS offre des services de prévention et de traitement du paludisme Cible : 100% ; Base : 90%	• Rapports du ministère de la santé et de la prévention et des autres secteurs • Rapports CNLS, Programme Palu • Annuaire statistique Santé • Rapports des Agences du SNU • Rapports ONUSIDA • Rapport de revue annuelle conjointe • EDS/MICS • Enquête CAP			
Extrant 4.5 Des dispositifs d'hygiène et d'assainissement adaptés aux besoins des communautés sont mis en place et utilisés	- % de la population ayant accès à un système d'assainissement amélioré - % de la population ayant accès à une source d'eau potable	• Rapports ministères de l'hydraulique, de la santé, ... • Rapports agences SNU • EDS/MICS			
Effet 5 Les groupes vulnérables bénéficient d'un système de protection sociale adéquat Agences BIT, PAM, UNICEF, BM, PNUD, OIM, HCR, FNUAP	- % de la population couverte par un instrument de protection sociale	• Mise à jour du budget social • Existence d'un système national de ciblage des plus vulnérables • Ligne de base : pas de système • Cible : système mis en place	Hypothèse Un bon système de collecte des cotisations/impôts et de redistribution / ciblage pour les plus vulnérables Risque Evasion sociale/fiscale		

Extrant 5.1 Des instruments de filets sociaux de sécurité ciblant les groupes vulnérables sont mis en place (Transferts sociaux, gratuité, minimum vieillesse, cantine scolaire etc...)	- Nbre de projets de filets sociaux par type³ Base : 2 (existence NEX, bons alimentaires) ; Cible : au moins 4 - Nbre de bénéficiaires de filets sociaux par type Base : ND ; Cible : à déterminer	• Rapport d'activités • Données de routine • Rapport d'activités • Données de routine • Document de politique		
Extrant 5.2 Les instruments, mécanismes et dispositifs permettant l'extension des domaines de couverture de la sécurité sociale aux travailleurs atypiques et du secteur informel sont renforcés	- Nombre de bénéficiaires couverts total et par branche pour les travailleurs du secteur informel Base : ND ; Cible : ND - Nombre de mutuelles sociales et autres dispositifs Base : 127 mutuelles de santé en 2007 (estimation ministère Santé) ; Cible : à déterminer - Existence d'un cadre juridique réformé Base : cadre juridique non réformé ; Cible : disponibilité d'un cadre juridique réformé	• Rapport d'activités • Données de routine		
Extrant 5.3 Les groupes vulnérables ont un accès accru aux mutuelles de santé	- Nbre de personnes vulnérables bénéficiant d'une mutuelle de santé Base : ND ; Cible : ND - % du budget du MSP consacré au fonds de solidarité Base : ND ; Cible : ND	Comptes nationaux de santé		
Extrant 5.4 : Les dispositifs d'accompagnement des groupes vulnérables pour un accès à l'emploi décent sont renforcés	- Nbre de mécanismes en place pour accompagner la création d'emplois Base : ND ; Cible : ND - Nbre de structures opérationnelles accompagnant les jeunes filles et garçons et femmes dans la recherche d'emploi Base : 4 ; Cible : ND - Nbre de structures accompagnant les travailleurs pour la défense de leurs droits dans le monde travail Base : ND ; Cible : ND	• Rapport d'activités • Données de routine • Rapport d'activités • Données de routine		

³ Transferts sociaux, bons alimentaires, minimum vieillesse, cantines scolaires

Effet 6 Les groupes vulnérables (jeunes filles, garçons et femmes) bénéficient de protection adéquate contre les violences, abus et exploitation	- Nombre de femmes prises en charge dans une structure d'accueil fonctionnelle Base : ND ; Cible : ND - Nombre d'enfants pris en charge dans une structure d'accueil fonctionnelle Base : ND ; Cible : ND	• Rapport d'activités • Données de routine • Document de politique	Hypothèse : Changement de comportement et engagement de tous les acteurs Risque : Résistances socioculturelles aux changements		
Extrant 6.1 Les groupes vulnérables (filles, garçons, femmes) ont accès à des services de protection spécifiques de qualité	- Nbre de structures de prise en charge des victimes fonctionnelles Base : ND ; Cible : ND - Nombre de (filles, garçons, femmes) bénéficiaires des services Base : ND ; Cible : ND	• Rapport d'activités • Données de routine • Rapport d'activités • Données de routine			
Extrant 6.2 Le cadre institutionnel et légal de protection des groupes vulnérables est renforcé	- Existence de politique de protection Base : politique inexistante Cible : Politique mise en place - Existence de mécanismes fonctionnels de coordination Base : mécanisme inexistant Cible : mécanismes en place	• Rapport d'activités • Données de routine • Documents de politique			
Extrant 6-3 : Les capacités des OCB sont renforcées pour la veille et l'alerte contre les violences, abus et exploitations	- Nbre de cas de violences, d'abus et d'exploitation référés par les OCB Base : ND ; Cible : ND	• Rapport d'activités • Données de routine			
Effet 7 Les populations affectées par les catastrophes bénéficient d'un accès adéquat aux services sociaux de base.					
Extrant 7.1 Le plan de contingence est centralisé					

Extrant 7.2 Les structures nationales sont capables de répondre efficacement aux besoins des populations affectées					
Extrant 7.3 Des systèmes nationaux d'alerte précoce qui renseignent sur les risques de catastrophes	- Mise en place de mécanismes de prévention et de gestion des catastrophes. - Les 14 Comités Régionaux et les 45 Comités Départementaux du SAP fonctionnels - Des bases de données sur les catastrophes potentielles sont régulièrement mises à jour.	• Bulletins périodiques du système d'alerte précoce ; • Rapport enquêtes ponctuelles du système d'alerte précoce.	Le Gouvernement ne met pas à la disposition du système d'alerte précoce les budgets nécessaires à son fonctionnement et à la collecte des données.	- Appuis techniques et financiers au système d'alerte précoce. - Participation à la collecte, au traitement et à l'analyse des données du système.	
Effet 8 Les initiatives d'adaptation aux changements climatiques favorisent le développement de moyens d'existence durable	- Montant des ressources allouées aux actions liées à l'adaptation aux Changements Climatiques base : ND ; Cible : Accroître de 20% les ressources par an - Réduction de la vulnérabilité aux CC des zones affectées Base : Tous les sites sont vulnérables Cible : Réduction de la vulnérabilité dans trois sites	• Loi de finances • Rapport des projets et programmes • Rapport d'exécution technique et financier du Ministère • Rapport de Suivi des projets • Rapport technique et enquêtes sur les sites	Hypothèse : Engagement des autorités et des PTF à accroître les ressources allouées aux initiatives d'adaptation aux Changements Climatiques Risque : Coupes budgétaires Crise financière internationale	- Etat : Définition de la politique et des orientations - Mobilisation des ressources financières CL : -Prise en compte des initiatives d'adaptation aux cc au niveau local - Allocations de ressources locales - PTF : Mobilisation des ressources et appui technique	
Extrant 8.1 Les outils de planification locale intégrant l'adaptation aux CC définis et appliqués	- Existence d'outils de planification mis en œuvre Base : Les outils de planif locale n'intègrent pas l'ACC Cible : tous les outils de planif intègrent les CC	• Document de planification • Budget des Collectivités locales • Rapports techniques et financiers		1)-CL : définition et mise en œuvre des PLD - Etat : contrôle de cohérence des outils de planification -OSC/OCB : appropriation des outils de planification, sensibilisation, éducation et communication ; contrôle	

Extrant 8.2 Un portefeuille de projets communautaires défini et mis en œuvre pour la préservation de la biodiversité et la lutte contre la désertification	- Nbre de projets élaborés et mis en œuvre - Base : insuffisance de projets communautaires - Cible : au moins 5 nouveaux projets communautaires - Ratio entre reboisements et déboisement - Base : 0,78 en 2009 - Cible : au moins égale à un. - Superficie des terres dégradées restaurées - Base : Moins de 20% protégés - Cible : Au moins 30% des terres	• Descriptif des projets • Ressources allouées • Rapports de performance • Rapport de performance du Ministère de l'environnement : DEFCCS • Rapport d'inventaire de la DPN • Rapport des projets • Rapport de performance des projets • Rapport des projets et du Ministère des écovillages • Enquêtes		- Idem	
Extrant 8.3 Un modèle d'éco village défini et vulgarisé dans les différentes zones éco géographiques	- Existence d'un modèle d'éco-village - Base : 0 ; Cible : Au moins un modèle fonctionnel - Nbre de ménages des éco-villages ayant adopté au moins une pratique du modèle - Base : - de 5% ; Cible : Au moins 75%	• Enquêtes • Rapport des projets • Rapports de l'agence nationale des éco-villages		- Etat, CL, PTF et ONG et population	
Extrant 8.4 Des sites vulnérables pilotes protégés contre l'érosion côtière	- Nbre de km de côte protégé - Base : 3 Km - Cible : Au moins 10 Kms - Nbre de sites vulnérables protégés - Base : 4 sites partiellement protégés - Cible : accroître le nombre de sites à 6 - Nombre de villes (Initiative ONU-Habitat Adaptation aux changements climatiques) - Base : 1 ville ; Cible : 4 villes	• Rapport de performance du MEPN, rapports des projets • Rapport d'études et de suivi sur les zones vulnérables • Enquêtes et études sociodémographiques • Rapport de projets			
Extrant 8.5 Un réseau de mutuelles vertes mis en place et fonctionnel (Ref : axe1)	- Montant de ressources mobilisées pour le financement des initiatives environnementales - Base : ND ; Cible : ND	• Livres de compte des mutuelles vertes • Enquêtes			
Extrant 8.6 Les moyens d'existence sont préservés de l'impact des activités économiques	- Nombre de plans de gestion environnementale (PGE) suivi annuellement - LB : 30% ; Cible : 70%	• Rapports de performance du Ministère de l'Environnement (DECC)			

Effets	Indicateurs	Moyen de vérification	hypothèses / Risques	Rôles des Partenaires	Ressources indicatives
	Priorité nationale : renforcement de la gouvernance au niveau central et local en appui au développement humain durable				
	OMDs :				
	Droits humains :				
Effet 9 Les institutions nationales (centrales, territoriales et locales) assurent l'accélération de l'atteinte des OMD d'une manière participative, transparente et équitable en conformité avec les engagements internationaux Agences : PNUD, UNICEF, FENU, OIM, UNFPA, BIT, FAO, UNHCR, OHCHR, UNESCO, ONU-Femme, CINU, FIDA, OMS, UNOPS, UNODC, ONUDI, ONUSIDA, PAM, OCHA, PNUE	Niveau de progression vers l'atteinte des OMD	Rapport annuels de suivi des OMD	Hypothèse 1 : L'engagement du Gouvernement et la volonté politique pour l'atteinte des OMD sont soutenus Hypothèse 2 : Un contexte politique et social favorable et les ressources nécessaires pour l'atteinte des OMD sont en place Hypothèse 3 : Les mécanismes d'information de et communication concernant les OMD sont accessibles et disponibles Hypothèse 4 : Il existe des cadres de concertation fonctionnel pour un dialogue inclusif Risques : Insuffisance des ressources	Gouvernement du Sénégal - Formule, assure le pilotage, la mise en œuvre et le suivi -évaluation de la stratégie d'accélération de l'atteinte des OMD - Assure l'harmonisation et la prise en compte des engagements internationaux dans ses lois et documents de politiques - Mobilise les ressources - Accroît les ressources des collectivités locales pour sa mise en œuvre accélérée des OMD Les ANE - Contribuent à la formulation, la mise en œuvre et au suivi de la stratégie accélérée de mise en œuvre des OMD - Participent à la mobilisation des ressources - Facilite la participation et la promotion du dialogue social - S'impliquent dans le suivi de la Déclaration de Paris Les partenaires bilatéraux et multilatéraux - Apporte un appui financier, technique (Renforcement des capacités/ Conseil) et programmatique	
Extrant 9.1 La stratégie nationale d'accélération de l'atteinte des OMD est formulée, validée et sa mise en œuvre est appuyée	- Le document de stratégie nationale d'accélération des OMD est disponible et validé Proportion de ressources additionnelles pour la mise en œuvre de la stratégie mobilisées	- Le document de stratégie nationale d'accélération des OMD est disponible. - Rapport de revues sectorielles du Gouvernement et les rapports financiers des Agences SNU			
Extrant 9.2 Les capacités de l'administration publique en matière de formulation, mise en œuvre, suivi et évaluation des politiques publiques sont renforcées	- Structures de planification opérationnelles. - Pourcentage des agents des cellules de planification et du suivi et d'évaluation ayant reçu une formation en planification et suivi-évaluation - % des usagers satisfaits de la qualité du service public.	- Rapport CDSMT et/ou rapports de performance - Rapport des sessions des formations organisées - Rapports de suivi - Rapports d'enquête - Enquêtes de satisfaction des usagers des services publiques			

Effets	Indicateurs	Moyen de vérification	hypothèses / Risques	Rôles des Partenaires	Ressources indicatives
Extrant 9.3 Le leadership du gouvernement dans la coordination des partenaires techniques et financiers en vue d'une optimisation et mobilisation des ressources est renforcé	- Degré de prise en compte de la Déclaration de Paris dans les politiques nationales - Taux d'absorption des ressources extérieures mobilisées - Prise en compte des recommandations faites dans les rencontres avec les PTF	- Rapports de suivi des principes de la Déclaration de Paris - Rapports sur l'absorption des ressources extérieures au niveau national - Rapports de suivi et compte rendus des rencontres			
Extrant 9.4 Les lois et politiques nationales prennent en charge les recommandations relatives aux engagements internationaux	- Niveau d'harmonisation des conventions et recommandations internationales avec la législation nationale ⁴ - Niveau de prise en compte des conventions et recommandations internationales dans les politiques nationales	- Rapports périodiques aux organes de Traités - Examen périodique universel - Rapport de revue de DPES - Textes de lois			
Extrant 9.5 Les capacités pour la mise en œuvre du schéma directeur de la réforme de l'Etat sont renforcées	Taux d'exécution du plan d'action	Rapport annuel de mise en œuvre du plan d'action			
Extrant 9.6 Les capacités techniques et financières des collectivités locales notamment pour l'atteinte des OMD sont renforcées.	- Taux de progression des ressources financières - Niveau de progression vers l'atteinte des OMD au niveau des régions	- Comptes administratifs des collectivités locales - Rapport annuel des gouverneurs des régions sur la progression vers l'atteinte des OMD			
Extrant 9.7 Les capacités techniques des structures d'appui aux collectivités locales sont renforcées.	- Proportion des Conventions type signées entre les services de l'état et les collectivités locales - Niveau de satisfaction des collectivités locales par rapport aux services offerts	- Rapport de la DAGAT sur l'utilisation des services techniques - Enquêtes menées auprès de collectivités locales			

⁴ Notamment dans les domaines de l'égalité de genre, migration, droits humains et environnement /changement climatique

Effets	Indicateurs	Moyen de vérification	hypothèses / Risques	Rôles des Partenaires	Ressources indicatives
Extrant 9.8 Les capacités de création d'opportunités économiques pour le développement local sont renforcées	- Taux des investissements dans les budgets des collectivités locales - Volume de l'investissement privé dans les régions - Nombre des emplois directs et indirects créés - Nombre d'entreprises créées	• Comptes administratifs des collectivités locales • Données des chambres de commerce /APIX/ANSD • Rapports des services de l'emploi des régions • Rapport des gouverneurs des régions			
Extrant 9.9 Les acteurs non étatiques (ANE) sont mieux impliqués dans la mise en œuvre et suivi du Document de Politique Economique et Sociale	- Niveau de prise en charge des suggestions / recommandations faites par les ANE - Niveau d'implication des ANE dans le suivi du DPES	• Revue annuelle du DPES • PV des instances de suivi DPES			
Extrant 9.10 Les capacités des acteurs non étatiques (structures faitières, plateforme des ANE...) sont renforcées pour assurer un contrôle citoyen	- Nbre des structures faitières et plateformes ayant bénéficiés de renforcement des capacités sur les techniques de contrôle citoyen - Nbre de recours présentés aux services déconcentrés de l'Etat par les associations (ANE) - Volume des ressources mobilisées par la plateforme des ANE	• Rapport de la Plateforme des acteurs non étatiques (ANE) • Rapports des structures faitières • Rapports des autorités administratives • Rapport de la Plateforme des acteurs non étatiques (ANE)			
Extrant 9.11 Le Comité National du Dialogue Social est outillé pour une meilleure mise en œuvre de la Charte nationale de Dialogue Social	- Nombre des comités sectoriels et de branches opérationnels - Nombre de requêtes traités au sein du CNDS - Degré de mise en œuvre de la Charte nationale de Dialogue Social	• Rapport d'activités annuel • Rapport d'activités annuel • Rapport annuel du CNDS			
Extrant 9.12 : Les organisations, les institutions et les acteurs du Dialogue Social sont renforcés	- Proportion d'organisations d'employeurs et de travailleurs renforcés				

Error! Hyperlink reference not valid.